

L'HEBDO QUI CLIC

297

cgtlehavre.fr

la
CGT
LE HAVRE

9

Nouveaux
syndiqués

Depuis le
1^{er} janvier
2012 !

Au sommaire du
11 janvier :

2-3 / L'édito qui
clic

4 / Communiqué
du Collectif
Retraités

5-6 / Communiqué
du Syndicat des
Douanes TVA anti-
sociale

7-8 / Tract CGT
Organismes
Sociaux

9-10 / Tract et
affiche collectif
Dette

11 / Intervention
des
administrateurs
CGT CNAF sur le
RSA

12 / L'agenda
revendicatif
inegalites.fr

13 / L'hebdo pratic'

14 / TLC

SI EN 2012 VOUS SOUHAITEZ...



ADHEREZ A LA CGT !

Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre
Directeur de publication : Pierre LEBAS
119 Cours de la République – 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr

L'édito qui clic

Par Anita Menendez
Membre du bureau de l'UL

Vœux présentés à l'issue de la Commission Exécutive de l'UL du 10 janvier

Je suis chargée par le bureau de vous présenter tous nos vœux de bonheur, de santé, d'espoir, pour vous, ainsi qu'à vos proches.

Tous les ans, on recommence, on reformule les mêmes souhaits, mais quel bonheur ?

- Alors que le chômage augmente, 2 844 800 chômeurs en catégorie A en novembre 2011, qui, soit dit en passant, est le chiffre record depuis 12 ans.
- Alors que le seigneur Sarko, prônait la France au travail lors de sa campagne présidentielle.

Quel bonheur ?

- Alors que des peuples se déchirent autour de nous pour survivre.

Quel bonheur ?

- Alors que de plus en plus de gens, de jeunes, des familles entières de salariés n'ont pas de toit et passent des hivers dehors. Qu'on compte un trop grand nombre, chaque hivers, de gens qui meurent de froid en France.

Quel bonheur ?

- Alors que l'on sait que des millions de gens ne mangent pas à leur faim.

Quel bonheur ?

- Alors que c'est la valse des licenciements, des délocalisations de 2009 à 2011. On compte 13 557 délocalisations rien que dans le secteur industriel.

Quelle santé ?

- Alors qu'il nous est impossible d'accéder aux soins.

On nous parle de crise, de dettes, 2011 n'a pas été une année difficile pour tout le monde.

Les actionnaires n'ont pas été oubliés, 31% des hausses de leurs dividendes sur 5 ans et 34% pour les rémunérations des grands patrons, et vous ? Vos salaires ? De combien ont-ils été augmenté ?

Plus d'un tiers des emplois du CAC40 sont aujourd'hui précaires, constitués de CDD, de stages ou encore de temps partiels.

Les dividendes qui seront versés cette année par les ténors du CAC40 (au titre du résultat de l'exercice de 2011), devraient atteindre 37,4 milliards d'euros sur un total de 86 milliards d'euros.

De qui se moque-t-on ?

La crise ne vient pas de nous ! C'est à eux de la payer ! Refusons leur politique d'austérité !

2012, quelques annonces :

- Augmentation de +2,9% d'EDF GDF
- Augmentation des transports avec la TVA qui était de 5,5% sera maintenant à 7% !
- La SNCF annonce déjà une augmentation de 3,2% par rapport aux tarifs de 2011.
- Augmentation des assurances de 2% augmentation des mutuelles, de la santé, des loyers.
- Augmentation des péages de 2,5% (etc.)

Notre cher Président nous ressort du tiroir le projet sur la « TVA sociale », projet que le MEDEF, applaudit évidemment, et si c'est bon pour le MEDEF, on peut s'attendre au pire pour nous !

On peut se demander qu'est ce que la TVA sociale ?, c'est avant tout un impôt indirect, donc injuste, qui porterait atteinte au pouvoir d'achats des français, des salariés. Qui porterait donc préjudice à la croissance ainsi qu'à tout ce qui en découle, comme en l'occurrence, à l'emploi, et bien évidemment, augmenterait la crise !

Mais ce n'est pas tout, c'est aussi un réel danger pour notre protection sociale, qui est déjà bien malade.

2012, peut être l'année du changement, mais il ne se fera pas sans nous, la CGT est forte de propositions sur les salaires, l'emploi, les retraites, la protection sociale etc...

Il est impératif qu'elle soit entendue !

Mais la CGT, c'est qui ? Et bien c'est nous !, et même si le pays change de couleur en mai prochain, même si la gauche revenait au pouvoir, nous avons besoin d'une gauche conquérante, combative, à l'écoute de son peuple et non d'une gauche « molle ». Nous devons être vigilants, nous avons des revendications, nous ne nous résignerons pas et nous poursuivrons nos luttes pour les faire aboutir. Nous sommes déterminés et en droit de demander un avenir meilleurs pour nos enfants, nous sommes déterminés à vivre, non à survivre !

Alors commençons maintenant, hors de question d'attendre les élections, et faisons du 18 janvier 2012, journée nationale, une journée de luttes à la hauteur des coups portés contre les salariés, les chômeurs, les retraités. Notons également la date du 31 janvier, où aura lieu au Zénith de Paris, un meeting avec Bernard Thibault.

Et c'est ainsi que pour 2012, nous vous présentons à tous, nos vœux de luttes, de succès, de tolérance, de fraternité et de solidarité !

POURSUIVONS NOS LUTTES,
CONTRE LA RÉSIGNATION,
POUR DÉFENDRE NOS ACQUIS,
POUR DES DROITS NOUVEAUX !



«Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent...» *Victor Hugo*



L'Union des Syndicats CGT du Havre
Vous présente ses meilleurs vœux 2012

COMMUNIQUE DU COLLECTIF RETRAITES

Les représentants des sections de retraités des **Unions Locales du Havre et d'Harfleur** se rencontrent régulièrement, depuis bientôt 1 an.

Convaincus de la nécessité d'améliorer la continuité syndicale lors du passage à la retraite, et de mieux organiser l'action des syndiqués retraités, en liaison avec les syndicats d'actifs, il a été décidé de créer une structure commune qui prend la dénomination de **"Coordination des Retraités de la Pointe de Caux"** avec pour objectifs :

- ✓ Améliorer la continuité syndicale en liaison avec les syndicats d'actifs,
- ✓ Accueillir les retraités isolés
- ✓ Approfondir l'information des retraités et futurs retraités (création d'un livret d'accueil retraite) sur les retraites CNAV, ARRCO, AGIRC, Régimes spéciaux, pensions de réversion, complémentaires santé, perte d'autonomie...
- ✓ Sensibiliser à la nécessité d'engager un suivi post-professionnel lorsque l'ex-salarié à été exposé à des produits CMR (cancérogènes - mutagènes - réprotoxiques (risque pour la reproduction)

Il est envisagé pour 2012 d'organiser une conférence de presse et une assemblée débat, ouverte aux retraités, salariés et privés d'emploi.

Plus amples informations seront données ultérieurement.

BONNE ANNEE 2012 A TOUS



syndicat
national des
agents des
douanes

Section du Havre

LE HAVRE, le 11/01/12

TVA ANTI SOCIALE

La semaine dernière, on a eu Rocard qui, dans une volte face coutumière, objurgait la BCE de laisser tomber au moins quelques temps l'inflation monétaire pour s'intéresser aux prix des bons du Trésor, d'oublier un peu les financiers pour regarder du côté des humains.....*Alléluia* .

Aujourd'hui c'est le Madelin qui s'exprime dans Le Point. Tout un symbole...

«(il s'agit) de baisser les cotisations sociales des entreprises et de garder les bénéfices de cette baisse pour ces mêmes entreprises, même si, à l'intérieur du Medef, certaines voix se font entendre pour faire porter une petite partie de cette baisse sur les cotisations sociales des salariés. Au final, le jeu est très largement en faveur du patronat.»

Vous me direz que Bayrou aussi est contre...lui, il est juste pour une augmentation de deux points de la TVA tout court...(Acteurs Publics du 28 novembre 2011 : *«il faudrait relever le taux normal de la TVA de deux points. On l'a vu avec l'Allemagne qui avait relevé son taux de trois points, c'est relativement indolore»*)et une comparaison avec l'Allemagne, une.....

En vérité je vous le dit:la TVA sociale est une excellente nouvelle pour le pouvoir d'achatdes actionnaires (Slovar: <http://slovar.blogspot.com/>)

Et si l'on en croit les dires, délires, médières et dédières présidentiels la hausse de la TVA ne concernerait **QUE** les produits d'importation (c'est bien ça qu'il a dit ? parce que là ça m'apparaît tellement gros(-sier)....quoi que le soir du réveillon...)...Trop fort. Voilà maintenant qu'ils se fichent de la réglementation européenne.....Dont acte!

Mais reprenons:

Toute la valeur ajoutée vient du travail et tout **salaires, cotisations sociales, profits des entreprises ou distribués aux actionnaires et aux créanciers, impôts indirects** tels la TVA et **impôts directs, vient d'un prélèvement sur cette valeur ajoutée.**(JM Harribey)

La TVA est un impôt injuste car proportionnel et pourtant prépondérant (51% du total de l'imposition contre 17% à l'impôt sur le revenu)

La TVA est inflationniste car toute augmentation de son taux ,quelle qu'en soit l'excuse, est répercutée sur les prix.

Elle constitue une forme de dumping....Prenant le cas de l'Allemagne JM Harribey précise que l'avantage supposé disparaît si tous les voisins adoptent la même disposition...et ajoute même : "**Si la comparaison prend en compte la Chine ou tout autre pays à bas salaires, aucun taux de TVA ne compensera les écarts salariaux qui existent entre ces pays et le nôtre.**".....tout autre chose que le protectionnisme.....

Et peut-être le plus important dans cette TVA sociale (si l'on veut bien avoir à l'esprit que ce que la vulgate libérale nomme « charge » pour les entreprises n'est autre que du **SALAIRE INDIRECT** du bonheur dit G.Filoché....."*cette partie du salaire est mutualisée et redistribuée à chacun selon ses besoins lorsque vous êtes malades, au chômage, en accident du travail, en charge de famille nombreuse, en besoin d'aide au logement, en accident du travail ou en retraite. C'est ce qu'il y a de plus beau en France, ce n'est pas une charge mais un bonheur.*") : elle exempte les entreprises du versement de toute une partie du salaire qui se voit assumé par le travailleur-consommateur....

"Pourquoi avoir éliminé la possibilité d'élargir l'assiette des cotisations sociales à l'ensemble de la valeur ajoutée ? Quelle est la différence avec la TVA « sociale » ? Si on intégrait les profits dans l'assiette, la répartition du financement de la protection sociale entre les entreprises de main d'oeuvre et les entreprises plus capitalistiques se rééquilibrerait en faveur des premières. Et cela d'autant plus que, très souvent, ce sont les secondes qui engrangent les profits financiers les plus importants. **Profits financiers qui échappent largement aux cotisations sociales** (hors CSG et CRDS) **et aussi à l'impôt sur le revenu.**" JM Harribey

Voilà entre autres pourquoi définitivement et sans compromis possible on peut parler de **TVA ANTISOCIALE** et c'est sans louvoyer qu'en novembre l'Afep (Association française des entreprises privées, sorte de nid de frelons libéraux qui regroupe les entreprises du CAC 40 (<http://www.journaldunet.com/economie/enquete/afep/afep.shtml>) interpelle les candidats à la présidentielle : "L'Afep rappelle ainsi que la contribution patronale à la branche famille représente 32 milliards d'euros. Et préconise de basculer une partie de ces charges sur la TVA - comme l'a fait l'Allemagne. «Un passage de la TVA à 21% dégagerait une recette supplémentaire de 13 milliards qui permettrait d'alléger d'autant la part des cotisations sociales» , plaident les entreprises."

C'est le seul but de l'UMP/MEDEF : baisser les salaires bruts et nets pour maintenir les profits, la concentration des richesses.

Et si l'on cherchait (?) encore un prétexte pour occuper les rues, paralyser le pays et dégager ces escrocs de leurs palais l'occasion est toute trouvée.

Denis DONÀ



TVA SOCIALE, LE HOLD UP !

Les patrons en rêvaient, Sarkozy l'a fait !

La Protection sociale est en danger !

La hausse de la TVA, c'est la hausse des prix de tous les biens de consommation !

Ce sont les salariés, les chômeurs, les retraités qui paient !

La TVA sociale en chiffres : les salariés sont les dindons de la farce !

Exemple :

Hausse de tous les taux de TVA d'environ 2 points. (La TVA à 19,6% passe à 21,6%).

Un jean à 15€ TTC coûterait 15,26€, soit une augmentation de 1,73%.

Tous les biens de consommation augmenteraient mécaniquement!

Pire, les pauvres paieront plus que les riches (Quand 10% des revenus les plus bas paient 11,5 % de TVA, les 10% des revenus les plus élevés n'en paient que 5,2% !).

Un jean à 15€ représente 1,5% d'un revenu de 1000€ mais 0,15% d'un revenu de 10 000€ !



Abaisser les cotisations sociales n'a jamais créé d'emploi, ni augmenté les salaires.

La TVA sociale, c'est la fin de la protection sociale.

En 2010, les entreprises françaises ont bénéficié de 170 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales.

Un peu d'histoire ...

En 1945, les créateurs de la Sécurité sociale, au sein du Conseil National de la Résistance, ont inventé un mode de financement particulièrement innovant pour l'époque.

Le régime général de Sécurité sociale est financé par des cotisations assises sur les salaires, basé sur des principes forts de solidarité et de répartition.

Avec cette Sécurité sociale là !

«Chacun paye selon ses moyens et reçoit selon ses besoins».

Avec la TVA sociale, le gouvernement et le MEDEF stigmatisent davantage les cotisations de la Sécurité sociale comme des «charges insupportables»,

alors que ces cotisations sont le gage d'une couverture sociale égalitaire et solidaire basée sur la création des richesses produites par le travail.

La TVA sociale en brisant le lien entre travail et financement de la protection sociale casse le salaire socialisé :

Le salaire socialisé :

Salaire, parce que ces cotisations qu'elles soient payées par le salarié ou par l'employeur représentent une part différée de la rémunération. C'est la contrepartie directe du travail effectué.

Socialisé, parce que cette rémunération est répartie sur l'ensemble de la population, solidairement selon les besoins de chacun. Elle est mise dans un pot commun et permettra de financer les prestations dont chacun pourra avoir besoin, à la retraite, s'il a des enfants, s'il est malade...

Les propositions portées par le gouvernement, relayant ainsi les demandes du patronat visent à anéantir notre système de protection sociale.

Que ce soit la TVA dite sociale ou la fusion de la CSG avec l'impôt sur le revenu, les sommes collectées perdraient leur caractère de cotisations et pourraient être utilisées à d'autres fins que le financement de la Sécurité sociale (pourquoi pas la construction d'un nouveau porte-avion !).

La politique de l'emploi ne doit pas se mener au prix de la destruction de notre système de protection sociale.

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES !

La CGT exige :

- Augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux,
- Suppression des exonérations des cotisations sociales patronales,
- Arrêt de tous les licenciements, des suppressions d'emplois.
- Réforme de la fiscalité,
- Taxation des revenus financiers et développement d'une politique favorisant les investissements créateurs d'emplois.

PROTECTION SOCIALE, SALAIRES, EMPLOIS ! TOUS ENSEMBLE, RESTONS MOBILISÉS !



**Soutenez la CGT, rejoignez-là !
BULLETIN D'ADHESION**

Nom Prénom
Adresse
Adresse.....
TéléphoneOrganisme

Signature

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de votre connaissance
ou à renvoyer à la Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux
263 Rue de Paris Case 536 - 93515 Montreuil Cedex
Courriel fede@orgasociaux.cgt.fr FAX 01 48 59 24 75 Téléphone 01 48 18 83 56

**Collectif pour
un audit citoyen
de la dette publique**



à qui profite la dette ?

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons audessus

de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ». Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en

spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ?

Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ?

Qui détient ses titres et profite de l'austérité ?

Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter

auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous décidons d'engager le débat et de nous mobiliser dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique.

Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens. Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie.

ON NE VA PAS LES LAISSER EN FAIRE QU'À LEUR DETTE



Premiers signataires nationaux : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marches Européennes, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires, Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, PCOF, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance

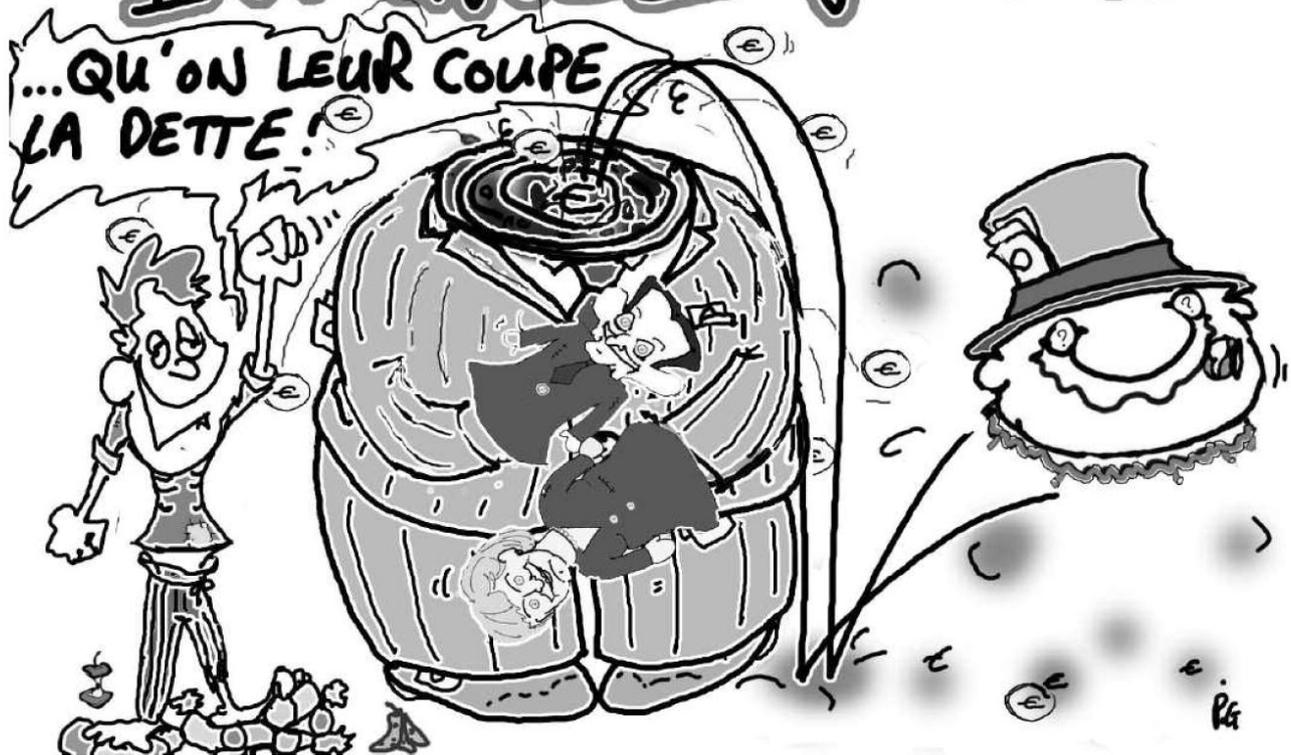
Tous ensemble : s'organiser pour ne plus payer leur dette

C'est quoi la dette ?

Qu'est ce que ça fait la dette?

A qui profite la dette ?

INDIGNEZ VOUS !!



Meeting-Débat
Vendredi 27 janvier 2012
18H- bourse du travail Franklin
grande salle

*2H pour comprendre et combattre les effets de la dette
... avec une introduction aux débats des représentant-es d'ATTAC, du CADTM, des syndicalistes de
Renault et de l'Hôpital et l'intervention de tous les participant-es*

collectif contre la dette Le Havre - CAC 76



INTERVENTION DES ADMINISTRATEURS CGT
Projet de décret relatif aux modalités
d'orientation des bénéficiaires du RSA
Suspension de ce revenu et de radiation de la
liste des bénéficiaires

CA de la CNAF du 03/01/2012

Pour le groupe des administrateurs CGT de la CNAF, ce projet de décret est un véritable scandale, en effet sous prétexte de clarification, il durcit de façon inconsidérée les conditions de radiation de la liste des bénéficiaires du RSA et apporte des modifications dans les modalités de sanctions qui vont au-delà du supportable pour des centaines de milliers de familles déjà fortement précarisées.

Alors que, simultanément, on constate que l'Etat est dans l'incapacité de respecter ses engagements en matière d'accompagnement des bénéficiaires du RSA en ce qui concerne l'accompagnement du parcours professionnel, faute de moyens mis à la disposition du service public de l'emploi.

Quant aux conseils généraux, ils sont dans la plupart des cas dans l'incapacité de contractualiser un contrat d'engagement réciproque avec toutes les garanties et moyens d'un suivi performant, à cause de la non revalorisation de l'enveloppe de compensation de l'état et la situation d'endettement d'une bonne partie des départements.

Devant cette situation, aggravée par la crise des déficits publics et des mesures annoncées pour leurs résorption dont la charge repose à 99% sur les salarié-e-s, (y compris les salarié-e-s pauvres, les chômeurs et les retraités), le décret fustige une nouvelle fois les bénéficiaires du RSA en aggravant les sanctions en cas de non respect des droits et devoirs du parcours professionnel ou du parcours social.

De ce fait, ce décret désigne les bénéficiaires du RSA comme seul-e-s fautif-ve-s et laisse clairement sous-entendre qu'ils/elles sont coupables de leur situation.

La réduction pouvant aller jusqu'à 80% du montant du RSA (contre un maximum de 100 € précédemment) et ceci pendant un mois à trois mois (contre un mois avant), illustre bien la culpabilisation et l'exclusion des bénéficiaires du RSA et exprime une vision uniquement comptable du dispositif, même si la réduction est ramenée à 50% lorsque le foyer est composé de plus d'une personne.

La CGT vote contre ce projet de décret¹ qui vise à pénaliser et à exclure du bénéfice du RSA des hommes, des femmes, des familles, des enfants qui se trouvent déjà dans une situation extrêmement difficile au plan économique, sociale et aussi psychologique.

¹ Pour votre bonne information, le Conseil d'administration de la Cnaf a donné **un avis défavorable à ce projet de décret**, par :

- 16 voix contre (3 Cgt, 3 Cgt-Fo, 3 Cfdt, 2 Cftc, 5 Unaf).
- 13 voix pour (3 Upa, 3 Cgpme, 6 Medef, 1 Cnpl-Unapl).
- 3 prises d'acte (2Cfe-Cgc, une personne qualifiée).

L'AGENDA REVENDICATIF



LE PEN à ROUEN : DANGER !

A l'occasion du meeting du FN à Rouen, un rassemblement est organisé le dimanche 15 janvier à 14h00 au Rond-Point des Bruyères à Sotteville-lès-Rouen.

Un départ en voiture est organisé de l'UL, contactez Lydia.



JOURNEE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE

Les salariés ne doivent pas payer leur crise !!

Avec l'UL d'Harfleur, il a été convenu d'un rendez-vous à 06h15 au carrefour du Pont 7bis le Mercredi 18 janvier. Les points de distribution du tract sur la Zone Industrielle seront décidés selon le nombre de personnes présentes.

En fin de matinée (vers 11h00), un rassemblement est prévu devant les nouveaux locaux du Medef (115 rue Desramé 76620 LE HAVRE-parking de l'AFPI)



MEETING-DEBAT SUR LA DETTE

2h pour comprendre et combattre les effets de la dette

Tract et affiche dans cet hebdo !

Rendez-vous à 18h00 à la salle des fêtes Franklin



MEETING NATIONAL CGT

Inscrivez-vous à l'UL pour participer, un car est prévu pour le transport

RECONQUÊTE

RETRAITE

60 ans

Reconnaissance
de la pénibilité

Bon niveau de pension

Pour bien la vivre

MEETING NATIONAL

31 janvier 2012 à 13h au Zénith à Paris

La retraite au cœur de l'avenir

la
cgt

Retransmission en direct sur www.cgt.fr



RESULTATS D'ELECTIONS PROFESSIONNELLES :

Elections Délégués du Personnel chez Roc'Eclerc :

- ✓ 1 élu Titulaire CGT élu sur un siège à pourvoir
- ✓ 1 élu Suppléant CGT élu sur un siège à pourvoir

Elections Délégation Unique du Personnel chez LACMIL :

- ✓ 2 élus Titulaires CGT élus sur 2 sièges à pourvoir
- ✓ 2 élus Suppléants CGT élus sur 2 sièges à pourvoir

URGENT

L'UL recherche un volontaire pour participer au Conseil de Perfectionnement de l'IFA (Institut de Formation par alternance) en remplacement de Pierre LEBAS : renseignements-inscription auprès de Lydia.

Un hommage au film « LE Havre » de Kaurismaki :

<http://blogs.mediapart.fr/blog/valerie-de-saint-do/060112/kaurismaki-la-grande-classe-politique>

Lu sur bastamag : Et si l'on privatisait les funérailles de Margaret Thatcher ?

<http://www.bastamag.net/article2028.html>

La liste noire des entreprises à risques... <http://sante.planet.fr/prevention-suicide-la-liste-noire-des-entreprises-et-metiers-a-risque.138740.113.html>

La hausse cachée du salaire des militaires : entre 300 et 600 euros de plus par mois pour les généraux et les officiers en 2011 :

<http://www.politique.net/2011113001-hausse-cachee-salaires-des-militaires.htm>

Le planning des formations syndicales de l'UL sera disponible prochainement



T.L.C.
Vacances

LOCATIONS
PRINTEMPS - ÉTÉ - AUTOMNE
2012

SÉJOURS

FRANCE

VOYAGES

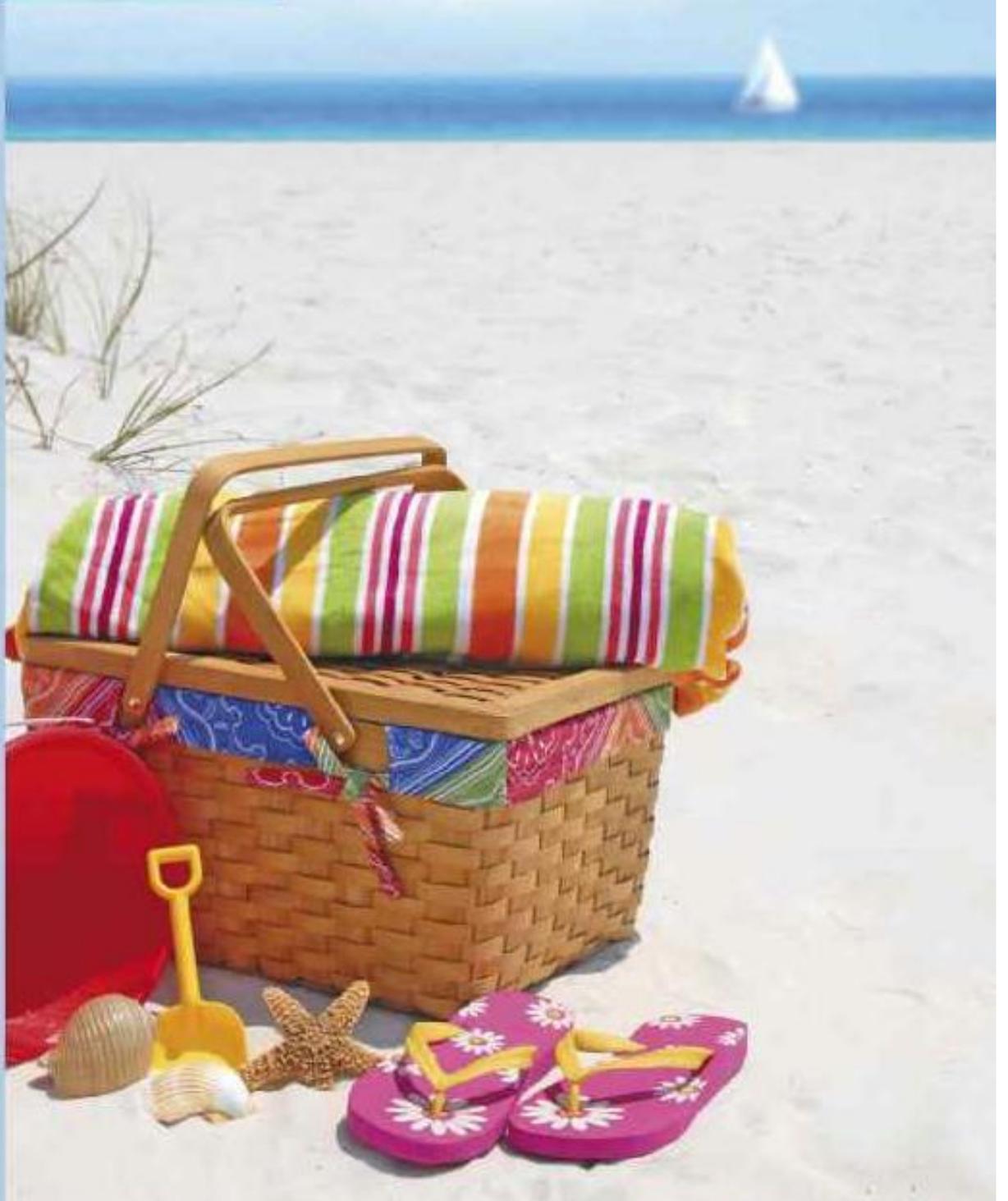
-

CULTURE

-

LOISIRS

MER
MONTAGNE
CAMPAGNE



réseau
ANCAVTT

www.tlcvacances.fr
ensemble plus loin